



En Croatie, le rêve européen se transforme en cauchemar

Par [Capitaine Martin](#)

Mondialisation.ca, 28 juillet 2014

resistance-politique.fr

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

La Croatie a célébré le 1^{er} juillet son premier anniversaire dans l'Union européenne. Le panneau de signalisation frappé de l'inscription « douane » avait l'an dernier été symboliquement retiré du passage frontalier avec la Slovénie, la seule ex-République yougoslave qui ait rejoint à ce jour l'UE depuis le démantèlement de l'ancienne fédération communiste. Un panneau portant le signe de l'UE avait été dans le même temps installé à l'extrême est du pays, à la frontière avec la Serbie, pays à qui Bruxelles a également donné l'an dernier son feu vert pour l'ouverture de négociations d'adhésion.

Les pays membres de l'Union européenne et leur année d'adhésion



Aujourd'hui, l'ambiance est à la morosité.

Zagreb ne parvient en effet ni à enrayer ses problèmes structurels, ni à enrayer un déclin économique, un déclin qui semble inéluctable. Seule embellie : l'année 2014 devrait enfin mettre un terme à cette chute programmée en affichant une croissance nulle. Mais au cours des cinq années précédentes, son produit intérieur brut a diminué de 13 % alors que les analystes de toutes tendances prévoient une stagnation du pays sur le long terme. Pour aggraver les choses, Zagreb attendait de son entrée dans l'espace économique européen un flux plus important d'investissements en provenance de l'étranger. Hors, ces derniers sont allés decrescendo au fur et à mesure que son entrée dans l'UE approchait.

Le pays enregistre le troisième taux de chômage le plus important en Europe. 17,2 % en mars 2014, juste après la Grèce (26,8 %) et l'Espagne (26,8 %). Et le scénario s'avère encore plus sombre chez les moins de 25 ans. Environ un jeune Croate sur deux est sans emploi (49,7 %), comme en Grèce (58,3 %) ou en Espagne (55,5 %). « *Il est tellement difficile de trouver un emploi que mes amis n'ont même pas envie de se mettre à*

chercher », [raconte Kristina](#), 24 ans, étudiante en dernière année de Master en sciences humaines.

Placé sous la férule de Bruxelles, le gouvernement croate n'a désormais plus de marge de manœuvre pour faire face aux difficultés : la dette publique, qui représentait il y a un an 59,6 % du PIB, s'élève aujourd'hui à 64,7 %, ce qui a conduit les gardiens de l'orthodoxie à engager [une procédure pour déficit excessif à l'encontre du pays](#). Ce dernier a répondu aux injonctions en opérant des coupes claires dans son budget qui ont permis de réduire, bien que très marginalement, le déficit en cause. Mais ces mesures interdisent de disposer des ressources à affecter aux investissements plus que nécessaires pour moderniser l'économie et stimuler la croissance. Pendant longtemps, Zagreb s'est engagé à réformer l'administration publique héritée de l'ex-Yougoslavie, engageant des réductions d'effectifs sans reclassement dans d'autres secteurs, entraînant de facto la précarisation de milliers de personnes. [Les mesures d'austérité imposées par les experts de la troïka](#) ont au contraire enfoncé un peu plus la Croatie dans la crise.

[La perspective de trouver des hydrocarbures dans la mer Adriatique](#) est la seule bonne nouvelle. Le bénéfice financier espéré pourrait être une belle manne pour remplir les caisses de Zagreb, mais l'exploitation commencerait dans le meilleur des cas dans une dizaine d'années. Et les travaux ne seront pas gratuits.

Pour les libéraux, l'objectif est en tout cas atteint : *« nous avons obtenu des frontières sans douanes, de nouveaux passeports et des frais d'itinérance moins coûteux. Mais seul le gouvernement croate peut encore initier les changements que les citoyens attendent vraiment... L'Union européenne n'est pas une baguette magique mais attend un partenaire sérieux, en mesure d'expliquer précisément ce dont il a besoin, pour quelles raisons et de quelle façon il entend l'obtenir. Mais pour cela, il faut engager des réformes et cela fait des décennies que la Croatie attend leur mise en œuvre. »*

Les membres du gouvernement de Zoran Milanović, Premier ministre depuis 2011, clamaient en chœur il y a encore peu de temps que les Croates pariaient sur d'importants bénéfices à long terme de leur entrée dans l'Union européenne, tout en acceptant les conséquences négatives à court terme. Lors des dernières élections européennes, seuls 20,84 % des électeurs avaient pris part au vote, ridiculisant le sens même du scrutin. Et le sentiment de subir, à peine entré dans l'ancre bruxellois, le sort de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de Chypre a certainement refroidi les ardeurs. En Croatie, le rêve européen s'est transformé en cauchemar.

Capitaine Martin

La source originale de cet article est [resistance-politique.fr](#)
Copyright © [Capitaine Martin](#), [resistance-politique.fr](#), 2014

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca